

MARCHÉ PUBLIC DE SERVICE

MAITRISE D'OUVRAGE
CROUS NORMANDIE
135 Boulevard de l'Europe
CS 81 816
76042 Rouen Cedex

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP – 25-002)

Marché public de Mission de programmation et d'Assistance à Maîtrise
d'Ouvrage pour la Construction d'une résidence Universitaire à Cherbourg
(50)

Marché numéro : 25-002

Marché public de service passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert en application du
code de la commande publique, notamment des articles L2124-1, L2124-2, R2124-1 et R2124-2.

M0 : mars 2025

Le présent CCAP comporte 16 pages et une annexe (planning prévisionnel)

SOMMAIRE

PRÉAMBULE :	4
ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
1.1 – OBJET DU MARCHE	4
1.2 -FORME ET PROCEDURE DU MARCHE	4
1.3 – DECOMPOSITION DU MARCHE – LOTS	4
1.4-VARIANTE(S) – PSE	5
1.5 – MODALITES DE RECONDUCTION	5
1.6 – SOUS-TRAITANCE	5
1.7- PRESTATIONS SIMILAIRES	5
ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	6
ARTICLE 3 – MISSIONS	6
3.1 – ÉLÉMENTS DE LA MISSION DE PROGRAMMISTE – AMO	6
3.2 – CONTROLE TECHNIQUE	6
3.3 – COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS	7
ARTICLE 4 – DURÉE - DÉLAIS D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS	7
4.1 – DUREE DU MARCHE	7
4.2 – DELAIS D'EXECUTION PAR ELEMENT DE MISSION ET POINT DE DEPART DU DELAI	7
4.3 – PENALITES	9
ARTICLE 5 –EXÉCUTION DE LA MISSION	10
5.1 – COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX	10
5.1-1 COUT PRÉVISIONNEL PROVISOIRE DES TRAVAUX (Cpp)	10
5.1-3 ÉVOLUTION EN CAS DE MODIFICATION DU PROGRAMME	10
ARTICLE 6 – PRIX ET RÈGLEMENT DES COMPTES	10
6.1 – FORME DU PRIX	10
6.2 - MODE D'ETABLISSEMENT DU PRIX DU MARCHE	10
6.3 - CHOIX DE L'INDEX DE REFERENCE	10
6.4 - MODALITES DE REVISION	10
6.5 – AVANCE FORFAITAIRE	11
6.6 – ACOMPTES	11
6.7– SOLDE	12
6.7-1 DECOMPTE FINAL	12
6.7-2 DECOMPTE GENERAL - ETAT DU SOLDE	12
6.8– DELAIS DE PAIEMENT	13
6.9– REGLEMENT EN CAS DE CO-TRAITANTS OU DE SOUS-TRAITANTS	13
6.10– MODE DE REGLEMENT	13
6.11– PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	13
6.12– INTERETS MORATOIRES	14
ARTICLE 7 – RESILIATION DU MARCHE	14

7.1 - RÉILIATION DU FAIT DU MAITRE DE L'OUVRAGE	14
7.2 - RÉILIATION DU MARCHE AUX TORTS DE L'ASSISTANT MAITRISE D'OUVRAGE OU CAS PARTICULIERS.....	15
ARTICLE 8 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	15
ARTICLE 9 - CLAUSES DIVERSES.....	15
9.1– CONDUITE DES PRESTATIONS DANS UN GROUPEMENT	15
9.2– SAISIE-ARRET	15
9.3– ASSURANCES.....	15
ARTICLE 10 –ATTRIBUTION DE COMPETENCE.....	16
ARTICLE 11 –DÉROGATIONS AU CCAG-MOE	16

PRÉAMBULE :

Le CROUS Normandie est désigné dans le présent marché sous l'appellation « maître d'ouvrage ».

Le CROUS Normandie est un établissement public administratif.

L'opérateur économique (ou groupement d'opérateurs économiques) retenu pour réaliser les prestations du présent marché est désigné sous l'appellation « AMO », « Programmiste », « titulaire » ou encore « Programmiste assistante maîtrise d'ouvrage ».

Le marché est passé en application du code de la commande publique (CCP) du 01/04/2019.

Le CROUS NORMANDIE est un établissement public à caractère administratif qui a pour mission principale d'améliorer la qualité de vie de l'étudiant à travers la gestion des bourses sur critères sociaux et les aides financières ainsi que le logement, la restauration et les activités culturelles.

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 – OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché, régi par le présent CCAP, est un marché public de mission de programmation et d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la construction d'une résidence universitaire à Cherbourg (50).

1-2 -FORME ET PROCEDURE DU MARCHÉ

Le marché est un marché public de mission de programmation et d'assistance à maîtrise d'ouvrage passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert en application du Code de la commande publique, notamment des articles L2124-1, L2124-2, R2124-1 et R2124-2.

1-3 – DECOMPOSITION DU MARCHÉ – LOTS

Le présent marché se décompose en un lot unique. La mission de programmation et d'assistance à maîtrise d'ouvrage ne concerne qu'une opération, elle ne peut donc être scindée pour des soucis d'uniformité de l'étude et du suivi de cette opération.

Il est prévu de décomposer la mission de programmiste assistant maîtrise d'ouvrage en 2 tranches définies comme suit :

Tranche ferme

Phase 1 :	Les études préalables et élaboration du préprogramme
Phase 2 :	Elaboration et rédaction du programme général de l'opération
Phase 3 :	Assistance au maître d'ouvrage pour désignation du maître d'œuvre (concours) et assistance au maître d'ouvrage pour étude de conception jusqu'à la phase APS

Tranche optionnelle

Phase 4 :	Assistance au maître d'ouvrage pour étude de conception (à partir de la phase APD) jusqu'à la notification des entreprises
Phase 5 :	Assistance au maître d'ouvrage pour préparation et réalisation du chantier jusqu'à la réception

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'affermir ou de renoncer à l'affermissement de la tranche optionnelle.

Si le maître d'ouvrage affermit la tranche optionnelle, une notification d'affermissement sera notifiée au titulaire.

Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité de dédit ou d'attente en cas de non affermissement.

1-4-VARIANTE(S) – PSE

Ce marché ne comporte ni variante, ni prestation supplémentaire.

1-5 – MODALITES DE RECONDUCTION

Le marché est un marché ordinaire non reconductible.

1-6 – SOUS-TRAITANCE

Il est fait application des articles R2193-1 à R2193-22 du code de la commande publique concernant les dispositions relatives à la sous-traitance.

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché ; l'entreprise sous-traitante devra être déclarée et acceptée par l'acheteur et ses conditions de paiement agréées.

La notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement. Le paiement direct du sous-traitant intervient pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement correspondantes est possible en cours de marché selon les modalités définies aux articles R2193-3 et 4 du code et 3.6 du CCAG-MOE.

Dans tous les cas, le candidat remet au maître d'ouvrage le formulaire DC4 de déclaration de sous-traitance dûment complété, daté et signé.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché.

1-7- PRESTATIONS SIMILAIRES

Sur le fondement de l'article R2122-7 du CCP, le CROUS Normandie se réserve la possibilité de recourir ultérieurement à une procédure pour la réalisation de prestations similaires.

ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont énumérées ci-dessous, par ordre de priorité décroissant :

- Le présent Règlement de Consultation
- L'acte d'engagement AE
- Le tableau de répartition du forfait initial de rémunération - annexe 1 AE
- Le Cahier des Clauses Administratives particulières (CCAP) et son annexe (planning prévisionnel)
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de maîtrise d'œuvre (arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du C.C.A.G - MOE)
- Le mémoire technique remis par l'entreprise
- Le code de la commande publique notamment le livre IV relatif aux marchés publics liés à la maîtrise d'ouvrage publique et la maîtrise d'œuvre privée ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs modifications éventuelles, postérieurs à la notification du marché.

ARTICLE 3 – MISSIONS

La mission de programmiste assistant maîtrise d'ouvrage est établie conformément aux dispositions L2410-1 à L2432-2 et R2412-1 à R2432-7 du CCP.

3.1 – ÉLÉMENTS DE LA MISSION DE PROGRAMMISTE – AMO

Les études préalables et élaboration du préprogramme
Elaboration et rédaction du programme général de l'opération
Assistance au maître d'ouvrage pour désignation du maître d'œuvre (concours) et assistance au maître d'ouvrage pour étude de conception jusqu'à la phase APS Assistance à la maîtrise d'ouvrage à la passation des marchés Assistance à la maîtrise d'ouvrage pendant la période de consultation jusqu'à la remise des offres Rapport d'analyse des offres de maîtrise d'œuvre Rapport de synthèse de l'APS par rapport au programme
Assistance au maître d'ouvrage pour étude de conception (à partir de la phase APD) jusqu'à la notification des entreprises
Assistance au maître d'ouvrage pour préparation et réalisation du chantier jusqu'à la réception

Ces éléments de missions sont considérés comme des phases techniques assorties d'un paiement partiel définitif.

3.2 – CONTROLE TECHNIQUE

Pour l'exécution du présent marché, le maître de l'ouvrage sera assisté du contrôleur technique non désigné à ce stade

3.3 – COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS

Pour l'exécution du présent marché, le maître d'ouvrage sera assisté d'un coordinateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs non désigné à ce jour.

ARTICLE 4 – DURÉE - DÉLAIS D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS

4.1 – DUREE DU MARCHÉ

Le marché prendra effet à :

sa notification pour la tranche ferme

la notification de l'affermissant de la tranche optionnelle

La durée de l'opération est estimée à 44 mois congés compris.

4.2 – DELAIS D'EXECUTION PAR ELEMENT DE MISSION ET POINT DE DEPART DU DELAI

Les délais d'exécution et point de départ de ces délais est fixé comme suit :

ÉLÉMENT DE MISSION	Livrables	DÉLAI	POINT DE DÉPART DU DÉLAI
TF-Phase 1	Rapport de pré étude et les scénarii, Toutes les études liées au projet (études de sol, etc), Etude de faisabilité, Définir le fonctionnement organisationnel	S 23 à S 34 2025	Date de la notification du marché.
TF-Phase 2	Le programme général de l'opération L'estimation des coûts par lots Le planning prévisionnel	S 35 à S 47 2025	Ordre de service de démarrage de la phase 2
TF-Phase 3	Le rapport d'analyses des MOE ainsi que leurs classements, Le rapport de synthèse APS	S 48 2025 à S 18 2026	Ordre de service de démarrage de la phase 3
TO-Phase 4	Le rapport pour chaque phase d'étude, L'analyse du classement des entreprises, L'analyse de l'appel d'offres	S 19 2026 à S 48 2026	Affermissement de la tranche

ÉLÉMENT DE MISSION	Livrables	DÉLAI	POINT DE DÉPART DU DÉLAI
TO-Phase 5	Le compte rendu hebdomadaire de chantier Le suivi de chantier hebdomadaire, Le suivi des OPR accompagné du rapport des OPR, L'analyse des PV de réception	S 49 2026 à S 43 2028	Affermissement de la tranche

Présentation des documents

Conformément à l'article 20 du CCAG-MOE, le programmiste assistant maîtrise d'ouvrage devra aviser par écrit le maître de l'ouvrage de la date à laquelle les livrables lui seront présentés.

Les livrables seront remis selon le nombre d'exemplaires suivants :

ÉLÉMENT DE MISSION	Livrables	Nombre et support
TF – Phase 1	Rapport de pré étude et les scénarii, Toutes les études liées au projet (études de sol, etc), Etude de faisabilité, Définition du fonctionnement organisationnel	1 numérique + 1 papier
TF – Phase 2	Le programme général de l'opération L'estimation des coûts par lots Le planning prévisionnel	1 numérique + 1 papier
TF – Phase 2	Le rapport d'analyses des MOE ainsi que leurs classements, Le rapport de synthèse APS	1 numérique + 1 papier

Les pièces remises au maître d'ouvrage sur support physique numérique doivent avoir un format compatible avec ceux utilisés par le maître d'ouvrage soit :

Pour les pièces écrites : PDF et DOC ou DOCX ou ODT
Pour les plans hors MC : PDF
Pour la MC : DWG et PDF

Secret professionnel :

Le titulaire est tenu au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents recueillis au cours de la mission. Ces renseignements ou documents ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître. Le titulaire s'interdit d'utiliser les documents qui lui sont confiés à d'autres fins que celles qui sont prévues au marché.

Protection de la main d'œuvre et condition de travail :

Conformément à l'article 6 du CCAG, le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre et des conditions de travail de ses salariés.

4.3 – PENALITES

Par dérogation à l'article 16 du CCAG :

- En cas de retard du programmiste – assistant maîtrise d'ouvrage dans la présentation des livrables, le programmiste – assistant maîtrise d'ouvrage encourt les pénalités suivantes, par jour de retard :

ÉLÉMENT DE MISSION	Livrables	Pénalités par jour calendaire de retards
TF – Phase 1	Rapport de pré étude et les scénarii, Toutes les études liées au projet (études de sol, etc.), Etude de faisabilité, Définir le fonctionnement organisationnel	150 € HT
TF – Phase 2	Le programme général de l'opération L'estimation des coûts par lots Le planning prévisionnel	150 € HT
TF – Phase 3	Le rapport d'analyses des MOE ainsi que leurs classements, Le rapport de synthèse APS	150 € HT

- Si du fait du retard imputable au titulaire, le maître d'ouvrage était contraint de verser des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement aux entrepreneurs concernés, une pénalité égale au montant des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire qui lui sont imputables est également appliquée.

Absence à une réunion

En cas d'absence a une réunion, le titulaire subira une pénalité forfaitaire de 200,00 € HT par réunion.

Pénalités en cas de non-respect des dispositions du code du travail sur le travail dissimulé

Le titulaire subira, conformément aux dispositions prévues à l'article L. 8222-6 du Code du travail, une pénalité de **50 euros € HT par jour calendaire de retard** dans l'accomplissement des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 dudit code, dans les limites suivantes :

- le montant des pénalités est égal, au plus, à 10 % du montant du contrat ;
- le montant des pénalités ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

Par dérogation à l'article 16.2.4 du CCAG les pénalités de retard sont appliquées sur simple constat du retard par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 5 – EXÉCUTION DE LA MISSION

5.1 – COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX

5.1-1 COUT PRÉVISIONNEL PROVISoire DES TRAVAUX (Cpp)

Le coût prévisionnel provisoire des travaux (Cpp) indiqué à l'article 3.2 de l'acte d'engagement correspond à la partie affectée aux travaux de l'enveloppe financière prévisionnelle fixée par le maître d'ouvrage.

5.1-3 ÉVOLUTION EN CAS DE MODIFICATION DU PROGRAMME

Le prix arrêté dans l'article 3-3 de l'acte d'engagement 25-002 sera révisable au regard de l'article 6-4 du présent CCAP.

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par le prix global forfaitaire stipulé dans l'acte d'engagement. Ce prix forfaitaire a un caractère absolu en ce qui concerne l'exécution des prestations définis par les pièces énumérées à l'article 2 du présent C.C.A.P.

Aucun supplément ne pourra être admis, sauf s'il est reconnu comme complémentaire au programme et s'il a fait l'objet d'un ordre de service délivré par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 6 – PRIX ET RÈGLEMENT DES COMPTES

6.1 – FORME DU PRIX

Le prix du marché est révisable suivant les modalités fixées à l'article 6.4 ci-après

6.2 - MODE D'ETABLISSEMENT DU PRIX DU MARCHE

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois Mo fixé dans l'acte d'engagement.

6.3 - CHOIX DE L'INDEX DE REFERENCE

L'index de référence choisi en fonction de sa structure pour représenter l'évolution du prix des prestations du programmiste assistant maître d'ouvrage faisant l'objet du marché est l'index ingénierie Ing (base 100 en janvier 2010).

6.4 - MODALITES DE REVISION

La révision prévue à l'article 6.1 ci-dessus est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient © de révision donné par la formule :

$$C = 0,125 + 0,875 \times I_m / I_o$$

dans laquelle :

I_o = Index Ingénierie du mois Mo Études (mois d'établissement du prix)

I_m = Index Ingénierie du mois m (mois de révision).

Le mois m est déterminé

- pour les éléments d'études, le mois au cours duquel la prestation a été remise,

Marché de programmiste assistant maîtrise d'ouvrage n° 25-002 pour la construction d'une résidence universitaire à
Cherbourg - CROUS NORMANDIE

- pour les éléments, VISA et DET, le mois au cours duquel la part de la prestation a été exécutée.
- pour l'élément AOR, pour les 3 premières parties définies au 6.6 du présent CCAP, le mois au cours duquel documents sont remis ou les décisions visées sont prises et pour la dernière partie définie au 6.6 du présent CCAP, le dernier mois du début de parfait achèvement.

Lorsque la valeur finale des index n'est pas connue au moment du mandatement, le maître de l'ouvrage doit procéder au règlement provisoire sur la base de la valeur révisée en fonction de la dernière situation économique connue.

Le maître de l'ouvrage procède à l'actualisation définitive :

- dès que les index seront publiés.
- en fin de marché ou en fin de chaque année si l'exécution du marché s'échelonne sur plusieurs années.

Les coefficients de révision seront arrondis au millième.

6.5 – AVANCE FORFAITAIRE

Une avance de 5% est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, dans les conditions définies aux articles L2191-2 à L2191-3 et R2191-3 à R2191-12 du CCP.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées dans les conditions prévues aux articles R2193-17 à R2193-21 du CCP.

Il est précisé que l'avance ne correspond pas à un paiement des prestations.

6.6 – ACOMPTES

Le règlement des sommes dues au programmiste assistant maître d'ouvrage pour l'exécution des éléments de mission définis dans le présent CCAP, fait l'objet d'acomptes et d'un solde

Eléments de mission	Exigibilité de l'acompte
TF- Phase 1	70% à la remise de la synthèse
	30% à la notification de la décision de réception par le RPA
TF- Phase 2	70% à la remise du dossier
	30% à la notification de la décision de réception par le RPA
TF- Phase 3	70% à la remise de la synthèse
	30% à la notification de la décision de réception par le RPA
TO- Phase 4	70% à la remise de la synthèse
	30% à la notification de la décision de réception par le RPA
TO- Phase 5	Mensualités en fonction de la durée du chantier

1 - Demande d'acompte

La demande d'acompte, établie par le titulaire, est envoyée au maître de l'ouvrage par lettre recommandée avec accusé de réception ou remise contre récépissé.

Elle comporte le compte rendu d'avancement de l'élément de mission considéré et le pourcentage d'avancement de son exécution.

Ce pourcentage, après accord du maître de l'ouvrage, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

2 - Acompte

A partir de la demande d'acompte présentée par le titulaire, le maître de l'ouvrage détermine le montant de l'acompte à lui verser dans un état d'acompte qui fait ressortir :

- a. L'évaluation, en prix de base, de la fraction du montant de l'élément de mission concerné à régler compte tenu des prestations effectuées depuis le début de cet élément de mission ;
- b. Les pénalités éventuelles prévues à l'article 4 du présent CCAP, et ce, depuis le début de l'élément de mission ;
- c. L'évaluation, en prix de base et hors T.V.A., du montant dû au titulaire depuis le début de l'élément de mission, qui est égal au poste a diminué du poste b ci-dessus ;
- d. Le montant, en prix de base et hors T.V.A., du poste c de l'état d'acompte précédent ;
- e. Le montant, en prix de base et hors T.V.A., dû au titre de l'acompte, qui est égal au poste c du présent état diminué du poste d ci-dessus ;
- f. Le moment venu, l'incidence éventuelle du remboursement de l'avance ;
- g. L'incidence de la T.V.A. ;
- h. Le montant de l'acompte à verser, ce montant est la récapitulation des montants e, f, g ci-dessus.

6.7- SOLDE

6.7-1 Décompte final

Après constatation de l'achèvement de sa mission dans les conditions prévues à l'article 5-9 du présent C.C.A.P., le titulaire adresse au maître de l'ouvrage le projet de décompte correspondant aux prestations fournies, en précisant leurs prix évalués en prix de base et hors T.V.A.

Le décompte final établi par le titulaire comprend :

- le forfait de rémunération figurant au projet de décompte final,
- les pénalités éventuelles susceptibles d'être appliquées au maître d'œuvre en application du présent marché,
- la rémunération en prix de base, hors TVA due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission ; cette rémunération étant égale au poste (a) diminuée des postes (b) et (c) ci-dessus.

Ce résultat constitue le montant du décompte final.

6.7-2 Décompte général - état du solde

Le maître de l'ouvrage établit le décompte du marché qui comprend :

- le décompte final ci-dessus,
- la récapitulation du montant des acomptes arrêtés par le maître de l'ouvrage,
- le montant, en prix de base hors TVA, du solde ; ce montant étant la différence entre le décompte final et le décompte antérieur,
- l'incidence de la TVA,
- l'état du solde à verser au titulaire ; ce montant étant la récapitulation des postes (c) et (d) ci-dessus,
- la récapitulation des acomptes versés ainsi que le solde à verser ; cette récapitulation constitue le montant du décompte général.

Le maître de l'ouvrage notifie au maître d'œuvre le décompte du marché dans les 25 jours à compter de la réception du projet de décompte.

Le décompte du marché devient définitif après acceptation expresse ou tacite par le titulaire.

Par dérogation aux articles 11.4 à 11.7 du CCAG-MOE., le titulaire dispose d'un délai de 25 jours, à compter de la notification du décompte par le maître de l'ouvrage, pour présenter une réclamation au maître d'ouvrage. Passé ce délai, il est réputé avoir accepté le décompte.
Le décompte du marché devient définitif après acceptation par le maître d'ouvrage.

6.8– DELAIS DE PAIEMENT

Le délai de paiement des avances, des acomptes, du solde et des indemnités est fixé à 30 jours.
Le point de départ du délai global de paiement des acomptes est la date de réception du projet de décompte par le maître d'ouvrage.
Le point de départ du délai global de paiement du solde est la date de réception du décompte général par le maître d'ouvrage.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

6.9– REGLEMENT EN CAS DE CO-TRAITANTS OU DE SOUS-TRAITANTS

Il sera effectué conformément aux dispositions de l'article 12 du CCAG-MOE.

6.10– MODE DE REGLEMENT

Les prestations, objet du présent marché, seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique. Le règlement des dépenses se fera par mandat administratif suivi d'un virement sous 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

6.11– PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 11.3 du CCAG-MOE et porteront, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du créancier ;
- Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- Le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal ;
- Le numéro du marché ;
- La date d'exécution des prestations ;
- La désignation de l'organisme débiteur ;
- Le montant des prestations admises, établi conformément à la décomposition des prix forfaitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- Les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;

- Le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant les variations de prix établis HT et TTC
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- Le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.

La demande de paiement précise les éléments assujettis à la TVA, en les distinguant selon le taux applicable.

Les factures seront libellées à l'adresse suivante :

CROUS NORMANDIE
A l'attention de la direction de la stratégie immobilière
23 avenue de Bruxelles CS 25317
14053 Caen Cedex 4

Et déposées sur la plateforme Chorus portail pro après validation du maître d'ouvrage.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation

Le dépôt de factures sur le site Chorus Portail Pro s'effectue à l'aide du Siret du CROUS Normandie (130 024 425 00014) et du code service 1053

6.12– INTERETS MORATOIRES

Le défaut de paiement dans les délais prévus par la réglementation fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Conformément au décret n° 2013-269 du 29 mars 2013, le taux des intérêts moratoires est égal au taux de refinancement de la Banque Centrale Européenne en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros

ARTICLE 7 – RESILIATION DU MARCHE

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 27 à 35 inclus du CCAG-MOE avec les précisions suivantes :

7.1 - RÉSILIATION DU FAIT DU MAITRE DE L'OUVRAGE

Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du programmiste assistant maîtrise d'ouvrage, à titre d'indemnisation, le pourcentage prévu à l'article 32.2 du CCAG-MOE est fixé à 2%.

7.2 - RÉSILIATION DU MARCHÉ AUX TORTS DE L'ASSISTANT MAITRISE D'OUVRAGE OU CAS PARTICULIERS

Si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus à l'article 30 du CCAG-MOE, la fraction des prestations déjà accomplies par le maître d'œuvre et acceptées par le maître de l'ouvrage est rémunérée avec un abattement de 10%.

Toutefois dans le cas de résiliation suite au décès ou à l'incapacité civile du titulaire (art. 28.1 du CCAG-MOE) les prestations sont réglées sans abattement.

ARTICLE 8 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Tous les documents et correspondances doivent être rédigés en langue française. L'unité monétaire du marché est l'euro.

ARTICLE 9 - CLAUSES DIVERSES

9.1– CONDUITE DES PRESTATIONS DANS UN GROUPEMENT

La bonne exécution des prestations dépendant essentiellement des contractants désignés comme tels dans l'acte d'engagement et constituant le groupement titulaire du marché les stipulations de l'article 3.4.3 du CCAG-MOE sont applicables.

En conséquence, les articles du CCAG-MOE traitant de la résiliation aux torts du titulaire (art.30) et les autres cas de résiliation (art.28) s'appliquent dès lors qu'un seul des contractants du groupement se trouve dans une des situations prévues à ces articles.

9.2– SAISIE-ARRET

Si le marché est conclu avec un groupement de contractants solidaires, le comptable assignataire du marché auprès duquel serait pratiquée une saisie-arrêt du chef d'un des contractants retiendra sur les prochains mandats de paiement émis au titre du marché l'intégralité de la somme pour sûreté de laquelle cette saisie-arrêt a été faite.

9.3– ASSURANCES

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le maître d'œuvre (en la personne de chacune de ses composantes) doit justifier qu'il est titulaire d'une assurance couvrant les responsabilités découlant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code civil.

Le maître d'œuvre devra fournir avant notification de son marché, une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de l'opération.

Il devra, s'il y a lieu, souscrire une police complémentaire si celle existante n'est pas considérée comme suffisante par le maître de l'ouvrage pour assurer la couverture des risques liés à cette opération.

Il devra fournir une attestation semblable à l'appui de son projet de décompte final.

ARTICLE 10 –ATTRIBUTION DE COMPETENCE

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCAP, le tribunal administratif compétent sera celui du siège social du maître de l'ouvrage.

Monsieur le Président du Tribunal Administratif de ROUEN

53 avenue Gustave Flaubert – 76100 Rouen.

Email : greffe.ta@juradmin.fr

Téléphone : 02.35.58.35.00

ARTICLE 11 –DÉROGATIONS AU CCAG-MOE

Articles du CCAG-MOE auxquels il est dérogé	Articles du CCAP par lesquels sont introduites ces dérogations
16.2.1 à 16.2.4	4.3
11.4 à 11.7	6.7

Lu et accepté

par le programmiste assistant maîtrise d'ouvrage et ses co-traitants

A le,